



Le pire n'est pas arrivé hier.

Grâce à un sursaut républicain qui a permis de mettre le Nouveau Front Populaire en tête, le RN ne parvient pas à rassembler suffisamment sur son programme de rejet de l'autre. Nous avons soutenu cette union des gauches, pour dire notre rejet massif du RN et de ses alliés, mais aussi notre souhait d'un véritable front social, écologiste, populaire et antiraciste.

Cependant, si ce pire n'est pas arrivé, force est de constater l'ascension, échelon par échelon de l'extrême droite et de ses affidés, dans les urnes, dans les rues, dans les médias. Certes, la stratégie de dédramatisation a porté ses fruits, mais elle a été aidée en cela par la progressive extrême droitisation d'une large frange du spectre politique, qui s'est lancée dans une course effrénée de reprise des thèmes, des idées, de l'agenda des extrêmes-droites : refus de l'altérité, politique de discriminations, brutalité économique, musellement de toute forme de contestation, mépris des corps intermédiaires...

Cette élection révèle les partitions et fractures de la société, avec en ligne de front les personnes les plus vulnérables. Ce sont elles que le Rassemblement National et ses alliés visaient en premier lieu à travers son programme raciste, xénophobe, ultralibéral, antiféministe, anti écologiste et discriminatoire.

Dans notre département, le plus pauvre de la France hexagonale, notre responsabilité est immense : celle d'offrir le visage d'une France interculturelle, combative, engagée pour faire rayonner les valeurs de la République et de la démocratie : égalité, respect, dignité, lutte contre toutes les formes de discriminations.

Notre fédération, par son champ de syndicalisation, est au service de ces valeurs, et au contact quotidien de cette population qui s'est massivement exprimée pour une réelle alternative politique, économique et sociale et de nouveaux possibles.

Dans notre département, mobilisé depuis novembre 2023 dans la revendication d'un plan d'urgence pour l'éducation, c'est son application que nous réclamons, et son extension à tous les services publics. Nous voulons un plan d'urgence pour la justice, pour l'hôpital, pour la protection de la jeunesse, pour les services sociaux, pour l'emploi, le logement, la culture... Nous voulons une réelle politique redistributrice et protectrice pour tous les usagers et pour tous les agents qui les mettent en œuvre dans les services de l'Etat, les hôpitaux et les collectivités territoriales

Plus que jamais, nous nous mobiliserons, partout où cela sera nécessaire pour porter nos mandats d'émancipation et d'égalité pour tou-tes. Notre soutien n'a pas valeur de blanc-seing. Nous avons pris nos responsabilités, nous appelons la majorité nouvellement élue à prendre les siennes et à faire appliquer le programme pour lequel elle a été élue.

Bobigny, lundi 8 juillet 2024